

# EXPRESSIONS DES ÉLUS

## ÉLUS COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS

Permanences des élus : sur rendez-vous au 05 59 64 34 40

Jean-Marc Lespade, Nathalie Billot-Navarre, Gisèle Baulon, Alain Perret, Danielle Destouesse, Chantal Bouguereau, Francis Dubert, Jean-Louis Guilloton, Joëlle Assié, Isabelle Nogaro, René Labeylie, Jean-Bernard Congues, Fusilha Destenabe, Maxime Martin, Martine Dacharry, Alexandra Campillo, Rodolphe Aja.

\*\*\*\*

## ÉLUS SOCIALISTES

Permanences des élus : sur rendez-vous au 06 87 13 59 41 (secrétaire de section)

✉ eedf.castilmaltese@wanadoo.fr - 📧 pstarnos.over-blog.com

Antoine Roblès, Isabelle Dufau, Jean-Claude Hiquet, Marie-Ange Delavenne, Thierry Cazaurang, Danièle Birles, Elie Marciano, Henriette Cary, Claude Albajara, Angélique Grandener.

\*\*\*\*

## ÉLUS DE L'OPPOSITION

Permanences des élus du groupe : les samedis de 10h à 12h

Gérard Claverie, Monique Cazaux, Olivier Seube, Marie-France Folgado, Jean-Claude Payen.



Le contenu de chaque article n'engage que la responsabilité de l'auteur

## Élus communistes et républicains

"Contribution Energie Climat" !

Voici comment la France entend aujourd'hui relever le défi du changement climatique !

Mais sans autre mesure, la taxe Fillon-Rocard risque de ne rester qu'une ressource supplémentaire pour des finances publiques bien mal en point - la vision qu'en avait le Chef de l'Etat en proposant qu'elle remplace la taxe professionnelle payée par les entreprises n'était pas faite pour nous rassurer.

Proposée par Nicolas Hulot, la taxe carbone doit être un outil incitatif pour la modification des comportements dévoreurs d'énergie, notamment dans le domaine des déplacements, dans un double contexte de pénurie annoncée des réserves mondiales de pétrole et de réchauffement climatique destructeur de la planète.

Mais gardons-nous des automatismes simples qui n'intègrent pas, volontairement ou pas, toutes les données. Ainsi, une étude "UFC Que choisir" révèle que, malgré une augmentation de prix des carburants de 33 % entre 1995 et 2000, la consommation a augmenté de 10,5 %. Inciter les habitants en les taxant est une chose, encore faut-il que ceux-ci aient le choix de faire autrement ?

Or, dans le même temps, on continue d'assister à l'abandon de lignes SNCF et au désengagement de l'Etat du secteur public de l'énergie ?

Comme nombre de collectivités, Tarnos s'est engagée depuis plusieurs années, avec l'appui du Comité de Bassin d'Emploi, dans une démarche de développement durable, intégrant des exigences sociales et environnementales. Les élus sont aussi particulièrement attentifs à ce que l'utilisation des nouvelles techniques propres de construction puissent être développées (chauffage médiathèque, exigence dans les futurs programmes HLM...).

Par ailleurs, au sein du schéma de cohérence territoriale de l'agglomération, la commune s'est engagée dans une démarche de développement des transports en commun. Elle nécessitera de lourds investissements pour les années qui viennent ? Pourra-t-on poursuivre ces engagements si fondamentaux pour l'avenir sur la base des ressources aléatoires qu'on nous prédit aujourd'hui pour compenser la suppression de la taxe professionnelle ?

Le défi climatique qui nous est posé de manière collective en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle ne peut pas se passer du débat sur notre mode de développement. Dans le contexte actuel, les élus communistes et républicains ne peuvent accepter la mise en place de cette taxe qui s'apparente davantage à une vitrine attrayante, dont les premières victimes seront les habitants, puisque les entreprises du secteur de l'énergie, de l'industrie manufacturière et des services en seront probablement exonérées.

## Élus socialistes

Les socialistes élus en mars 2008 dans une liste d'union de gauche, représentent une partie de la majorité municipale. Nos convergences nous ont réunis avec l'espoir d'un travail commun dans le respect de nos idées, de nos opinions, de nos accords et de nos personnes. Mais aujourd'hui quelques différents nous opposent. Nous avons la forte impression d'un véritable mépris de la part de nos camarades communistes et républicains, dans la mesure où certaines décisions sont prises sans concertation aucune avec les élus socialistes. Nous souhaitons que les débats retrouvent une sérénité. Mais cela ne pourra être que si le rôle et la place des socialistes sont reconnus.

Notre candidat Lionel CAUSSE a été élu démocratiquement au poste de Conseiller Général. Puis Jean-Marc LARRE fut élu Président de la Communauté de communes du Seignanx par la majorité des délégués communautaire sur un programme ambitieux et solidaire, et la mise en place de la T.P.U ! L'Intercommunalité (Communauté de communes) est une structure obligatoire, imposée par l'état, qui doit permettre des actions plus larges, difficilement accessibles au sein des seules communes, comme notamment la mise en intercommunalité des structures culturelles, d'équipements sportifs (dont la gestion est souvent trop lourde pour les communes) ou encore la piscine. Ce projet récurrent à chaque campagne municipale pose le problème d'importants frais de fonctionnement. Elle pourrait tout à fait être intercommunale tout en étant implantée à Tarnos. Elle est d'ailleurs inscrite sur le programme communautaire du Seignanx.

La TPU est DONC l'outil indispensable à un bon fonctionnement de l'intercommunalité. Elus communistes et républicains s'opposent farouchement à sa mise en place allant même jusqu'à menacer par voie de presse interposée de quitter le Seignanx et de rejoindre la CABAB actuellement déjà en T.P.U.!

La défaite des communistes aux élections cantonales et à la présidence de la communauté des communes est la seule explication à cette attitude et a pour conséquence une tentative de blocage des instances communautaires. Cela serait préjudiciable pour les Tarnosiens. Pourquoi adhérer à la CABAB ? Objectivement aucune raison ! Continuer à développer des partenariats, des coopérations sur le plan des transports, de la sécurité, OUI !

Une Communauté de communes forte est un interlocuteur respecté. Tarnos isolée, sera une proie facile pour nos voisins endettés et en manque de terrains. La seule alternative est de poursuivre le renforcement du Seignanx. C'est l'objectif du programme communautaire voté le 27 mai.

Les élus socialistes tarnosiens s'associent à Lionel Causse, Conseiller Général du Canton, pour exprimer à Jean-Marc LARRE, Président de la Communauté de Communes un soutien sans faille dans la réalisation du programme communautaire.

## Élus de l'opposition

Depuis le début de la mandature de JM Lespade, il ne se passe pas un conseil municipal sans qu'il ne soit approuvé un investissement foncier ou voté un droit de préemption. Crise Nationale !!! Pas à Tarnos.

En 2009, après l'augmentation énorme du coût de la médiathèque : + 750 000 € ; avoir acheté le garage des frères Lavigne : 1 100 000 € ; les murs du bar du Centre avec licence IV et matériel (du jamais vu dans une agglomération de 12 000 habitants) pour 183 000 € ; en juin c'est la propriété Dupruilh, coup du siècle, qui a été achetée : son prix !!!...le double de celui annoncé par les domaines soit 700 000 €.

Enfin en juillet, c'est la propriété de la Sarl Foncier Landes Aménagements qui a été préemptée pour 340 000 € => pas de construction d'immeuble de rapport derrière la mairie !

On connaît aujourd'hui le prix de la rénovation de la cuisine centrale : 2 millions d'€ alors que la cuisine d'Eole (pôle Bertin) peut suffire aux besoins actuels, elle fournit les écoles d'Ondres et bientôt l'hôpital de Bayonne ????? Tout ça pour préserver 3 emplois.

Cette boulimie devra être payée par voie d'emprunt, dès les prochains exercices, tout en sachant que la taxe professionnelle, principale source de revenus de notre cité, doit disparaître à l'aube de 2010.

Cherchez l'erreur... qui va payer ???

Et pendant ce temps là, dormez heureux, toujours pas de piscine à Tarnos.

Notre permanence a lieu le samedi de 10h à 12h en mairie, notre site : [www.horizonlibre.fr](http://www.horizonlibre.fr)